



# Voie professionnelle : Tant de raisons d'être en grève le 26 janvier !

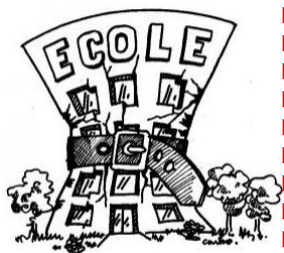
## Manif Education à 10h30, Gare Saint-Charles Avant de rejoindre le cortège Fonction Publique

**En faisant adopter une loi de finances 2016 sans aucune marge pour une augmentation générale des salaires, le gouvernement annonce la couleur : la politique d'austérité continue pour les fonctionnaires... Le point d'indice reste gelé et le pouvoir d'achat des personnels continue de baisser !**

S'ajoute la poursuite, sans réelle négociation, de nombreuses réformes qui, mises en œuvre, auront de nouveaux et graves impacts négatifs sur le service public en aggravant encore les conditions de travail des personnels.

Le « collège 2016 » n'est ainsi que la dernière étape d'une politique qui consiste à généraliser la concurrence, réduire l'égalité sur le territoire et refuser de donner les moyens nécessaires à la réussite de tous les élèves. L'autonomie dans les répartitions horaires, les programmes sur 3 ans, la régionalisation de la formation professionnelle et la mise en place à la carte des rythmes scolaires dessinent ainsi une Ecole atomisée.

**Ces raisons justifient à elles seules une action forte de tous les personnels de l'éducation aux côtés des autres professions de la Fonction publique et des services publics le 26 janvier. Mais, l'arrivée prochaine des DHG dans les établissements la rend encore plus nécessaire ! A l'échelon national, le ministère cherche à faire passer la pilule de la mauvaise réforme du collège en rognant notamment sur les dotations des LP.**



### **Une rentrée 2016 sous forte contrainte budgétaire en LP**

Les annonces faites par le recteur ne laissent aucun doute à ce sujet... Lors du CTA du 2 décembre, il est en effet intervenu sur les éléments de prévision de la rentrée 2016 suite au dialogue de gestion entre le ministère et les académies. Derrière le langage feutré habituel il est clairement apparu que des contraintes importantes vont peser sur les DHG des LP ainsi que sur la mise en œuvre de la prochaine carte académique des formations. Le recteur a notamment déclaré que le coût moyen de scolarité d'un-e lycéen-ne « était notoirement (sic) trop élevé en France... ». C'était pour conclure sans ambiguïté en annonçant que « nous devons tout faire pour rationaliser l'usage des moyens ». On sait déjà comment cela va se traduire au plan académique : par des fermetures de sections, la diminution des heures-postes, l'explosion des effectifs, des heures supplémentaires, des services partagés et de la précarité.

**Or ces annonces rectorales font écho à la détérioration déjà sensible des conditions de travail des personnels en lycée professionnel, notamment du fait des sureffectifs et du tarissement des dédoublements.**

Alors que le CTA du 25 janvier va statuer sur la répartition académique des moyens et la carte des formations, l'action du 26 janvier revêt donc une très grande importance. Elle doit créer les conditions de la mobilisation et de la résistance des personnels de la voie professionnelle dans notre académie face à des dotations en baisse et à une réduction de l'offre de formation. Il est nécessaire de favoriser dès le 26 janvier la convergence la plus large pour éviter l'isolement face à l'administration et les logiques mortifères de concurrence entre établissements dans les mobilisations qui vont suivre.

## Priorité à l'apprentissage = Danger !

Lors de ses vœux, François Hollande a une nouvelle fois fait de l'apprentissage une « grande priorité » accaparant tous les moyens : postes, taxe d'apprentissage ...

Cette politique en échec depuis des années vise à concurrencer et déstabiliser la formation initiale publique.

**Imposons une autre politique pour l'enseignement professionnel !**

### Lycées et LP en éducation prioritaire : Le ministère doit répondre aux besoins

Devant la mobilisation des personnels condamnés à sortir des dispositifs ZEP, le ministère s'était engagé à publier une liste de lycées et LP intégrant le dispositif REP. Malgré les demandes réitérées de la CGT Educ'Action, la liste promise n'est pas parue.

**Pour la CGT Educ'Action, l'Education prioritaire ne saurait s'arrêter en classe de troisième, comme si le passage en seconde mettait fin aux inégalités.**

Pour la plupart, les LP ont un taux de CSP défavorisées comparables à celui des collèges REP+.

Pour les établissements concernés, la sortie de l'Education prioritaire entraînerait une augmentation des effectifs et une dégradation des conditions d'étude des élèves et de travail des personnels.

Pour les personnels cela se traduira aussi (dès 2017...) par une baisse de rémunération avec la fin progressive de l'indemnité et la fin des bonifications de barème pour leur mutation.

**Cette situation est inacceptable.** Il est temps que le ministère ouvre une concertation pour établir une liste des lycées et LP de l'Education prioritaire, sur des critères objectifs et avec des moyens à la hauteur des besoins.

**La CGT Educ'Action appelle donc les personnels de lycées généraux et technologiques et de LP en Education prioritaire, ou qui devraient en relever, à se saisir de la journée de grève du 26 janvier prochain afin de faire entendre leurs revendications.**

### LP : attention globalisation !

Les annonces rectorales lors du CTA de décembre dernier font écho également aux conflits et aux attaques connus récemment en lycée professionnel dans l'académie.

**Le long conflit du LP Ampère, toujours ouvert, illustre la pression sur les équipes pour réduire les moyens pédagogiques selon des exigences purement comptables.**

La situation au LP Ampère est notamment la conséquence d'un mode de calcul des DHG bâti sur le comptage des élèves en cours d'année et la globalisation des moyens par niveaux, qui aboutit à des aberrations constamment dénoncées. Il permet de faire pression à la baisse sur le volume d'heures complémentaires réparti aux établissements et permettant les dédoublements.

**La globalisation c'est aussi l'esprit qui anime la réforme tentée par la direction du LP Mistral.**

Au prétexte de dédoublements consommant des moyens d'AP, la tentative de la direction consiste à globaliser annuellement les heures d'AP pour les placer sur le temps libéré lors des périodes de formation en milieu professionnel. C'est donc aussi une attaque contre les dédoublements maintenus par les équipes dans le cadre d'une dotation insuffisante. Sur ce point il importe de tenir bon : les heures dédoublées sont nécessaires au fonctionnement normal des enseignements en LP. Les dotations doivent les abonder significativement et garantir les moyens de les mettre en œuvre sans concurrence avec les horaires d'accompagnement personnalisé.

**Ces deux exemples illustrent les pressions multiples auxquelles on soumet les équipes en LP avec la globalisation : celle des moyens et des effectifs sans considération pour les structures et la nécessité d'effectifs réduits, comme celle des horaires d'enseignement au travers de l'AP ou d'autres dispositifs. Dans tous les cas cette « rationalisation des moyens » n'est que le nom savant de l'austérité budgétaire .**

### Nous sommes tous des Goodyear !

*Pour la première fois, des syndicalistes ont été condamné à plusieurs mois de prison ferme pour avoir lutté contre la suppression de leur emploi.*

*Ensemble, imposons l'arrêt des poursuites.*

*Mickaël WAMEN, responsable CGT Goodyear, manifesterà avec nous le 26 janvier. Solidarité !*



Je souhaite :

prendre contact

me syndiquer

Nom ..... Prénom .....

Tél. .... e-mail .....

**CGT-Educ'action 13, 23 boulevard Charles Nédelec 13003 Marseille Tél. : 04 91 62 74 30**

Site Internet : [cgteducaix.ouvaton.org](http://cgteducaix.ouvaton.org) E mail [sdencgt13@wanadoo.fr](mailto:sdencgt13@wanadoo.fr)